



## Désinformation et polémique...

Décidément les vieilles méthodes staliniennes ont la vie dure ! C'est vraiment la conception d'un syndicalisme peu glorieux d'autrefois. En effet, une organisation syndicale, par ailleurs confédérée, se permet d'interpeller le SNETAA et ses adhérents en expliquant que la Direction tient un double langage. Vieille manière de vouloir opposer base et Direction.

Mais qu'en est-il ? Le SNETAA ne fait pas partie de l'intersyndicale. Il n'est donc en rien lié par ces actions. De plus, syndicat majoritaire, il rencontre le Cabinet du Ministère de l'Education ; toutes les organisations l'ont fait, même celle indiquée.

Le SNETAA veut discuter pour sortir de la crise du Bac Pro 3 ans, il n'accepte pas pour autant la réforme. Ainsi il est vrai que pour s'engager à discuter, il a obtenu du Ministère la suspension de la note aux Recteurs ! De plus, de nouvelles instructions dans une nouvelle note sont envoyées avant ces vacances aux Recteurs !! N'est-ce pas le moment de donner à l'Enseignement Professionnel, aux Professeurs de Lycée Professionnel de nouvelles avancées ambitieuses ?

Alors, pourquoi cette polémique ?

Le SNETAA ne se permet pas de commentaires sur les agissements de cette organisation. Il ne peut que s'interroger sur les arrières pensées de celle-ci. Ne s'agit-il pas de « lancer » les collègues dans des mobilisations pour agiter, créer un mouvement social qui vise d'autres intérêts que ceux des PLP ?

Le SNETAA demeure un syndicat d'adhérents, au seul service des intérêts de ses adhérents. C'est eux qui en sont la base. Ils sont capables de comprendre que d'autres cherchent à les manipuler.

Le SNETAA ne s'engage d'ailleurs pas seul à discuter. Trois autres organisations syndicales le rejoignent quittant de ce fait l'intersyndicale. Est-ce cela qu'il faut lui faire payer ou tout simplement rester dans une posture de refus sans jamais obtenir gain de cause ? Le SNETAA préfère les combats pour l'Enseignement Professionnel, les jeunes et les PLP que de sordides querelles orchestrées par des militants politiques qui sont à défaut dans un appareil syndical.